

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 juin 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au recrutement et à la formation des candidats militaires du cadre actif" et, le 11 juillet 1994, d'une lettre par laquelle le ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 11 juillet 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 juni 1994 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-militairen van het actief kader" en, op 11 juli 1994, bij brief door de minister verzocht om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 11 juli 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est, par lettre du 11 juillet 1994 dans les termes suivants :

"Met dit schrijven houd ik eraan u te melden, rekening houdend met de beoogde datum van inwerkingtreding van de betrokken teksten, met name 15 augustus 1994, en met de diverse procedurestappen die nog moeten gezet worden met het oog op de publicatie van de teksten (aanpassing van de teksten aan de adviezen van het geëerd rechtscollege, ondertekening, publicatieprocedure, ...), dat het mij zou genegen zijn indien de adviezen omtrent de in bijlage hernomen ontwerpen binnen de bij artikel 84 voorgeschreven termijn vanaf de datum van ontvangst van deze brief verstrekt worden".

*

* *

Compte tenu du nombre considérable de projets actuellement soumis à la consultation du Conseil d'Etat et du bref délai dans lequel son avis est demandé sur huit projets émanant du Ministre de la Défense nationale, dont un compte 144 articles et deux autres 64 et 31 articles, la section de législation doit se limiter à formuler quelques observations.

.../...

Elle ne fera qu'exceptionnellement des propositions de texte à propos de l'arrêté en projet, dont les deux versions, française et néerlandaise, sont d'une lisibilité particulièrement difficile, notamment en raison de nombreuses répétitions, de renvois d'une disposition à l'autre, d'incorrections de langage et de la méconnaissance des règles de la légistique formelle.

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

1. L'alinéa 1er in fine sera rédigé comme suit "... 13 novembre 1974, 16 mars 1994 et 20 mai 1994;".

2. Aux alinéas 2 et 3, on écrira "... par la loi du 20 mai 1994 ...;".

3. A l'alinéa 4 in fine, il faut écrire : "... , notamment les articles 2, 17, 18, 19 modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 1966, 20 et 22;".

Article 2.

1. Au 16°, il est proposé d'écrire :

.../...

"16° le rapport de stage : l'appréciation globale des qualités professionnelles et caractérielles ainsi que de la condition physique d'un candidat, au cours ou à l'issue d'une période de stage ou d'évaluation;".

2. Le 17° gagnerait à être rédigé de manière plus claire.

3. A la fin du 22°, on écrira : "... ou les qualités physiques requises, en raison d'une inaptitude physique temporaire;".

4. Au 30°, on remplacera le mot "débuter" par le mot "entamer". En effet, "débuter" est un verbe intransitif.

Cette observation vaut pour la suite du projet.

Article 4.

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'accord de l'officier délégué et afin de préciser l'intention des auteurs du projet, il convient d'écrire :

"Au cours de chaque session de recrutement annuel, le recrutement des candidats volontaires se fait de façon continue et les incorporations sont mensuelles à concurrence des besoins d'encadrement des forces armées".

.../...

2. Au paragraphe 5, on écrira :

"§ 5. Pour le candidat qui reçoit tout ou partie de sa formation ...;".

Article 5.

Au paragraphe 1er, alinéa 3, il est question d'un "règlement approuvé par le ministre", sans qu'il soit précisé quelle est l'autorité compétente pour prendre ce règlement. Cette précision doit être apportée dans le texte.

La même observation vaut pour les autres dispositions qui visent un tel règlement.

Article 6.

1. Au début du paragraphe 1er, alinéa 1er, on remplacera les mots "A côté des exigences" par les mots "Outre les exigences".

2. Au dit alinéa 1er, il est fait une distinction entre "les exigences fonctionnelles minimales nécessaires" et les "exigences fonctionnelles souhaitables" requises "en fonction des circonstances de recrutement".

.../...

Il conviendrait de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "exigences fonctionnelles souhaitables" et, en particulier, le rôle que ces exigences jouera dans la sélection des candidats.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, 4°, le texte ne précise pas la nature des "réserves" qui peuvent être mentionnées, pas plus que la personne qui peut les faire.

4. A l'alinéa 3, la phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Cette promesse est non avenue, lorsque le bénéficiaire :".

Article 10.

1. Au paragraphe 1er, 2° in fine, les mots "par la voie ou en vertu d'une loi, d'un décret, ..." doivent être remplacés par les mots "par ou en vertu d'une loi, d'un décret, ...".

Cette remarque vaut pour l'ensemble du projet.

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Pour pouvoir participer aux épreuves d'admission, le candidat doit satisfaire à ces conditions d'études ou pouvoir y satisfaire à la fin de l'année scolaire ou académique en cours".

Article 20.

Les officiers délégués ont expliqué que "l'interview structurée" vise un entretien sur des questions remises d'avance aux membres du jury. Le texte doit le préciser.

Article 21.

Le paragraphe 2 devrait être réécrit en vue de le rendre compréhensible.

Article 40.

Au paragraphe 1er, 1°, on écrira :

"1° une période d'instruction, y compris une phase d'initiation militaire selon le règlement visé à l'article 26, alinéa 2;".

.../...

Article 44.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 46.

Au paragraphe 3, alinéa 2, il est proposé d'omettre les termes "a priori ou a posteriori".

Article 47.

Concernant le paragraphe 1er, le Conseil d'Etat s'interroge sur le point de savoir s'il n'y a pas double emploi entre l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 1^o, et celle qui l'est à l'alinéa 2.

Article 51.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée des termes "Sans préjudice des dispositions de l'article 38, § 2,". Le texte doit être clarifié.

.../...

Article 52.

A l'alinéa 3, il y a lieu de préciser que le dossier pourra être consulté "par le candidat".

Article 57.

Suivant la disposition du paragraphe 1er, alinéa 1er, le chef d'état-major de la force à laquelle le candidat appartient devra, pour la partie d'un cycle de formation suivi dans une institution civile ou militaire étrangère ou toute autre force, tenir compte du régime de cette institution, notamment quant à l'octroi d'une dispense ou d'un ajournement; selon l'alinéa 2, la mesure dans laquelle il pourra être dérogé aux règles énoncées à l'article 56 sera précisée "dans un règlement approuvé par le ministre". Il s'ensuit que le ministre pourra admettre des règles dérogeant, de manière appréciable, à celles fixées par le Roi dans l'arrêté en projet.

Une telle délégation paraît excessive.

Les dérogations devraient être prévues dans l'arrêté royal lui-même ou dans un autre arrêté royal auquel il serait renvoyé dans le texte en projet (1).

(1) Certes, chaque cas sera apprécié individuellement, mais en application de règles générales contenues dans le règlement.

2. Au paragraphe 2, la disposition en projet se réfère "aux prescriptions qui valent pour l'enseignement secondaire" en ce qui concerne la délivrance des diplômes, certificats et attestations. S'agissant d'un enseignement qui n'est pas destiné à tous et pour lequel les Communautés ne sont pas compétentes, la disposition en projet légifère par référence aux dispositions communautaires applicables à l'enseignement secondaire accessible à tous.

Le Conseil d'Etat, dans le bref délai qui lui est imparti, n'a pu examiner si un tel système peut être institué par l'autorité fédérale sans empiéter sur les compétences des Communautés, en tout cas en ce qui concerne la délivrance des diplômes, certificats et attestations et, dans l'affirmative, si elle peut le faire par un simple arrêté royal plutôt que par une loi.

Article 60.

1. Aux paragraphes 2 à 6, dans les phrases introductives, il serait préférable de remplacer le terme "aussi" par les termes "en outre".

2. Au paragraphe 3, 1^o, les mots "... les résultats définis de la manière fixées par le ministre ..." manquent de clarté et devraient être précisés.

.../...

Article 62.

1. Au paragraphe 2, il est prévu que les appréciations sont sans appel, sauf pour celles qui ont lieu "pendant une période d'instruction ou de formation scolaire visées à l'article 60, §§ 2 à 6". Pour une meilleure compréhension, il serait préférable d'écrire :

"§ 2. Chaque appréciation portée sur un candidat pendant une période d'instruction ou de formation scolaire visée à l'article 60, §§ 2 à 6, pour laquelle il n'a pas obtenu la moitié des points ou a obtenu une note d'exclusion, est soumise à la commission de délibération compétente".

L'article 64, § 2, alinéa 1er, devrait être rédigé sur le même modèle. Il en va de même de l'article 8, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 fixant les règles applicables à l'appréciation des qualités caractérielles d'un candidat militaire du cadre actif ou d'un milicien, candidat officier de réserve ou candidat sous-officier de réserve, tel que l'article 116 de l'arrêté en projet tend à le modifier.

2. Au même paragraphe 3, 2°, mieux vaut écrire :

"2° peut présenter un examen de repêchage, réintroduire et représenter ou réintroduire ou représenter un mémoire de fin d'études;".

.../...

Article 63.

Au paragraphe 2, il est prévu que l'appréciation finale est motivée. S'agissant d'une décision prise à l'égard d'un candidat et qui va retentir sur la réussite ou l'échec de celui-ci, il va de soi que cette appréciation doit être motivée comme le prévoit la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Les mots "L'appréciation est motivée" doivent donc être omis.

Au surplus, il faut écrire :

"§ 2. L'appréciation finale est exprimée ...".

Article 65.

1. Au paragraphe 2, 2°, in fine, mieux vaut écrire :

"2° ..., dont l'un appartient à l'organisme central de contrôle visé à l'article 51, § 1er, désigné par le commandant de cet organisme, et l'autre à l'état-major de la force du candidat ...".

2. Au paragraphe 4, on omettra les mots ", dénommées chacune ci-après "la commission", ". Dans la suite du projet on répétera les termes "commission de délibération" ou "commission d'évaluation", selon le cas.

.../...

Au même paragraphe, il faut sans doute lire "à la majorité absolue des voix".

Article 66.

Ne sont pas prévus les cas d'inaptitude physique temporaire visés à l'article 65, § 1er, alinéa 5 et § 2, alinéa 3.

Dès lors, de l'accord des officiers délégués, on écrira, à l'alinéa 1er : "... aux conditions prévues à l'article 54, § 1er, 1º ou 3º, ou § 2, 1º ou 3º, ou dans les cas prévus à l'article 65, § 1er, alinéa 5, ou § 2, alinéa 3, il saisit la commission qui statue sur le sort du candidat".

*

La sous-section II et sous-section III devraient être réunies et former une sous-section II dont l'intitulé serait "De la procédure d'audition".

*

Article 67.

1. Le paragraphe 1er est difficilement compréhensible. Sans doute, faut-il entendre le texte, mal rédigé,

.../...

comme signifiant que le candidat est entendu lorsque le président juge son audition nécessaire ou lorsque l'intéressé en fait la demande écrite et motivée, sauf lorsque la commission doit statuer uniquement sur ses qualités professionnelles.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'audition du candidat n'est pas prévue dans l'hypothèse où la commission statue uniquement sur les qualités professionnelles de l'intéressé, alors que dans les autres hypothèses il doit être entendu s'il en fait la demande écrite et motivée.

Par ailleurs, la deuxième phrase dudit paragraphe 1er, alinéa 1er, qui devrait figurer au début de l'article 68, porte atteinte au droit de l'intéressé de se faire assister, puisqu'elle ne lui permet de se faire assister que par "le militaire en service actif de son choix". La disposition paraît ainsi exclure le droit de se faire assister par un avocat, ce qui ne peut être admis.

2. A l'alinéa 2 du même paragraphe 1er, pour plus de clarté, il est proposé d'écrire :

"Il adresse sa demande d'audition au président au plus tard dans les deux jours ouvrables qui suivent celui au cours duquel il a reçu notification de la date de l'audience".

.../...

3. En ce qui concerne le paragraphe 2, le Conseil d'Etat se demande si le délai de cinq jours, voire de deux jours ouvrables, prévu pour permettre à l'intéressé ou à son avocat de consulter le dossier constitue un délai raisonnable.

4. Par ailleurs, au même paragraphe, il est prévu que l'audience ne peut être postposée. Une telle formule est trop radicale; il y a lieu de prévoir l'hypothèse où, pour des raisons valables, notamment de santé ou de service, l'intéressé ne pourrait assister à l'audience.

Article 68.

Au dernier alinéa, il faut écrire : "... et signées par le candidat et, le cas échéant, les personnes entendues ...".

Article 69.

Il est renvoyé à l'observation qui a été faite à propos de l'article 67, § 1er, alinéa 1er.

Article 70.

Au 5º, il est proposé d'écrire :

.../...

"5° a échoué définitivement, faute de posséder les qualités caractérielles, professionnelles ou physique suffisantes."

Article 71.

On écrira dans la seconde phrase : "... à l'autorité compétente de l'état-major, par l'intermédiaire du commandant ...".

Article 73.

A l'alinéa 3, il faut écrire : "... représente l'examen de sortie de l'école d'application en même temps que l'examen de repêchage ... l'usage des langues à l'armée".

Article 83.

Au paragraphe 1er, il paraît y avoir double emploi entre la disposition examinée et l'article 65, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire, tel que tend à le modifier l'article 110 de l'arrêté en projet.

S'il n'en était pas ainsi, la disposition gagnerait à être réécrite de manière plus claire.

.../...

Article 84.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 2°, in fine, on écrira :

"2° ... à condition qu'il ait déjà été, s'il est candidat officier de carrière, commissionné au grade de sous-lieutenant ou s'il est candidat sous-officier de carrière, qu'il ait satisfait à l'obligation scolaire;".

2. A l'alinéa 2 du même paragraphe 1er, le Conseil d'Etat se demande s'il n'y a pas double emploi avec la disposition de l'article 65, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 précité, tel que tend à la modifier l'article 110 de l'arrêté en projet.

Si tel n'était pas le cas, la disposition gagnerait à être réécrite de manière plus claire.

Article 86.

Au 5°, la disposition en projet accorde au chef d'état-major général le pouvoir exorbitant de refuser la réintégration, même si c'est "dans les cas exceptionnels". En effet, ces cas exceptionnels seraient, suivant le texte en projet, prévus par le chef d'état-major lui-même. En outre, aucune limite n'est tracée à l'exercice d'un tel pouvoir, alors que l'intéressé satisferait à toutes les autres conditions objectives énumérées.

.../...

Article 90.

A l'alinéa 1er, 1º, les mots "dans un arrêté spécifique" doivent être omis.

La même observation vaut pour l'article 100, § 1er, alinéa 2, 1º.

Article 94.

La disposition en projet vise des diplômes obtenus au terme d'un "cycle académique". Cette expression devrait être remplacée par une autre, plus adéquate, compte tenu de ce qui est prévu à l'article 2, 3º, qui définit le recrutement spécial et vise les titulaires de "certains diplômes de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou d'un niveau équivalent".

Article 100.

Au paragraphe 4, alinéa 2, les mots "est dérivée de la promotion de référence" sont inadéquats.

Article 101.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, on peut se demander si le classement, tel qu'il est établi, est correct.

.../...

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, et le paragraphe 3, alinéa 1er, sont particulièrement mal rédigés. Ils doivent être réécrits.

Article 105.

Dans le texte de l'article 12 en projet, il est proposé de prévoir au 1^o, que le candidat doit, "en vertu de la législation sur l'enseignement, être apte à entamer des études supérieures".

Article 107.

Cet article modifie partiellement l'article 61 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire. Or, il ne tient pas compte de ce qu'il ne faut pas seulement avoir la moitié des points pour le chiffre global, mais aussi la moitié des points en ce qui concerne les qualités caractérielles et physiques.

Il convient donc de revoir cet article.

Article 109.

1. Cet article modifie l'article 64 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire.

.../...

Or, le début de la formation dans cette école n'est pas académique, mais concerne une phase d'initiation purement militaire.

On reverra donc le texte en adaptant la composition de la commission, puisque les titulaires de tous les cours sont dans l'impossibilité de juger des qualités militaires du candidat.

2. Au paragraphe 2, de l'article 64 en projet, on remplacera les tirets par 1º, 2º, 3º, etc.

Article 129.

De l'accord des officiers délégués, on écrira :

"Art. 9. Sauf application de l'article 25, alinéa 1er, 4º et 6º de la loi du 21 décembre 1990 ...".

Article 135.

Mieux vaut écrire :

"Art. 135. Le ministre peut, pendant l'année au cours de laquelle l'article 21 entrera en vigueur, organiser ...".

.../...

Article 137.

Pour assurer la sécurité juridique, l'auteur du projet doit déterminer, avec précision, quelles sont les dispositions incompatibles avec celles spécifiques faisant l'objet de la section II du chapitre III du titre IV applicables au recrutement spécial de candidats volontaires de complément.

Article 142.

1. A l'alinéa 1er, il conviendrait de préciser quand ont lieu les nominations et les commissions et quand elles prennent effet.

Il faudrait aussi régler les procédures entamées avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté. Doivent-elles être poursuivies sur la base de l'ancienne réglementation ou doivent-elles être recommencées ?

2. La question se pose si, pour les sous-officiers de carrière qui se trouvent dans une école de formation de sous-officiers, la disposition transitoire est correcte. En effet, l'article 60 de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif paraît suffire. On n'aperçoit, dès lors, pas à quelles fins le ministre pourrait, comme il est prévu à l'alinéa 2, prendre des mesures transitoires spécifiques.

.../...

Article 143.

Il est proposé d'écrire :

"Art. 143. La date d'entrée en vigueur du présent arrêté est fixée par Nous".

Observations finales.

1. La rédaction de l'arrêté en projet gagnerait à être améliorée.

Surtout le texte néerlandais du projet est mal rédigé. A ce propos, il est renvoyé à l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. D'une manière générale, les expressions "sans préjudice de ..." et "sous réserve de ..." sont sources d'ambiguïté et doivent être omises ou remplacées par des expressions appropriées.

3. On remplacera, dans tout le texte, les mots "comme défini" par "défini", "les chiffres d'exclusion" par "les notes d'exclusion", "sur base" par "sur la base", "cotation" par "notation", etc.

4. Le texte en projet abuse de l'expression "de plein droit"; celle-ci doit être réservée aux cas où des effets de droit se produisent sans qu'une décision administrative préalable doive être prise.

.../...

5. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1^o, 2^o, 3^o, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

6. Les délais doivent s'écrire en toutes lettres.

7. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas incidents.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief van 11 juli 1994 aldus :

"Met dit schrijven houd ik eraan u te melden, rekening houdend met de beoogde datum van inwerkingtreding van de betrokken teksten, met name 15 augustus 1994, en met de diverse procedurestappen die nog moeten gezet worden met het oog op de publicatie van de teksten (aanpassing van de teksten aan de adviezen van het geëerd rechtscollege, ondertekening, publicatieprocedure, ...), dat het mij zou genegen zijn indien de adviezen omtrent de in bijlage hernomen ontwerpen binnen de bij artikel 84 voorgeschreven termijn vanaf de datum van ontvangst van deze brief verstrekt worden".

*

*

*

Gelet op het grote aantal ontwerpen die thans aan de Raad van State om advies worden voorgelegd, alsook op de korte tijd binnen welke de Raad verzocht wordt van advies te dienen over acht ontwerpen uitgaande van de Minister van Landsverdediging, waarvan er één 144 artikelen telt, en twee andere 64 en 31 artikelen, moet de afdeling wetgeving zich bepalen tot het maken van enkele opmerkingen.

.../...

Slechts uitzonderlijk zullen tekstvoorstellen worden gedaan omtrent het ontworpen besluit, waarvan de Nederlandse en de Franse lezing bijzonder moeilijk te begrijpen zijn, inzonderheid wegens de vele herhalingen, verwijzingen van de ene bepaling naar de andere, verkeerd taalgebruik en het niet in acht nemen van de regels inzake wetgevingstechniek.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

1. Aan het eind van het eerste lid schrijve men "... 13 november 1974, 16 maart 1994 en 20 mei 1994;".

2. In het tweede en het derde lid schrijve men "... de wet van 20 mei 1994 ...;".

3. Aan het eind van het vierde lid schrijve men "..., inzonderheid op de artikelen 2, 17, 18, 19, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 september 1966, 20 en 22;".

Artikel 2.

1. In onderdeel 16° wordt voorgesteld te schrijven :

.../...

"16° het stageverslag : de algemene beoordeling van de beroepskwaliteiten, de karaktereigenschappen en de fysieke conditie van een kandidaat tijdens of na afloop van een stage- of evaluatieperiode;".

2. Het zou wenselijk zijn onderdeel 17° duidelijker te redigeren.

3. In onderdeel 22° schrijve men :

"... niet de vereiste beroepskwaliteiten of karaktereigenschappen bezit, of, wegens tijdelijke fysieke ongeschiktheid, niet de vereiste fysieke hoedanigheden bezit.

4. In de onderdelen 24° en 30° vervange men eveneens de woorden "professionele hoedanigheden" door de woorden "beroepskwaliteiten". Voorts vervange men in onderdeel 30° de woorden "mislukt" en "de toelating bekomt" respectievelijk door "afgewezen" en "toestemming krijgt". Deze opmerkingen gelden voor het gehele ontwerp.

Artikel 4.

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in paragraaf 2, tweede lid, ten einde de bedoeling van de stellers van het ontwerp nader toe te lichten, geschreven wordt :

.../...

"Tijdens iedere jaarlijkse reeks van wervingen worden de kandidaat-vrijwilligers doorlopend geworven en geschieden de inlijvingen maandelijks, naargelang van de kaderbehoeften van de krijgsmacht".

2. In paragraaf 5 schrijve men :

"§ 5. Voor de kandidaat die geheel of gedeeltelijk opgeleid wordt in een vreemde militaire instelling ...;".

Artikel 5.

In paragraaf 1, derde lid, is er sprake van een "reglement goedgekeurd door de minister", zonder dat wordt bepaald welke overheid bevoegd is om dat reglement vast te stellen. Deze precisering moet in de tekst worden aangebracht.

Dezelfde opmerking geldt voor de overige bepalingen waarin naar een zodanig reglement wordt verwezen.

Artikel 6.

1. In paragraaf 1, eerste lid, vervange men de woorden "in functie van" door de woorden "op grond van".

.../...

2. In datzelfde eerste lid wordt een onderscheid gemaakt tussen "de minimale functievereisten" en "de wenselijke functievereisten" op grond van "wervingsomstandigheden".

Er behoort nader te worden bepaald wat wordt verstaan onder "wenselijke functievereisten", inzonderheid welk gewicht die functievereisten zullen hebben bij de selectie van de kandidaten.

3. In paragraaf 2, tweede lid, 4°, preciseert de tekst niet de aard van de "reserves" die kunnen worden gemaakt, noch wie ze mag maken.

4. Het zou beter zijn de inleidende zin van het derde lid als volgt te stellen : "Deze toezegging vervalt indien de begunstigde :".

Artikel 10.

1. Aan het eind van paragraaf 1, 2°, van de Franse tekst vervange men de woorden "par la voie ou en vertu d'une loi, d'un décret, ..." door de woorden "par ou en vertu d'une loi, d'un décret, ...".

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

.../...

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 2. Om te mogen deelnemen aan de toelatingsexamens moet de kandidaat voldoen aan die studievoorwaarden of eraan kunnen voldoen aan het einde van het lopende schooljaar of academische jaar".

Artikel 20.

De gemachtigde officieren hebben verklaard dat met het "gestructureerd interview" een onderhoud over onderwerpen wordt bedoeld die vooraf aan de leden van de examencommissie worden opgegeven. Zulks moet in de tekst worden gepreciseerd.

Artikel 21.

Paragraaf 2 behoort te worden herschreven ten einde hem leesbaar te maken.

Artikel 40.

In paragraaf 1, 1^o, schrijve men :

"1^o een opleidingsperiode, met inbegrip van een fase van militaire initiatie, volgens het reglement bedoeld in artikel 26, tweede lid;".

.../...

Artikel 44.

In paragraaf 2 behoort te worden geschreven :

"§ 2. Op basis van de beslissing van de overheid die bevoegd is om vrijstelling te verlenen wordt de kandidaat in voorkomend geval aangewezen voor :

1° ..., eventueel met het oog op zijn toekomstige ambt;

...".

Artikel 46.

Voorgesteld wordt dat in paragraaf 3, tweede lid, de woorden "a priori of a posteriori" zouden vervallen.

Artikel 47.

De Raad van State vraagt zich af of in paragraaf 1 het geval bedoeld in het tweede lid, geen overbodige herhaling is van het geval omschreven in het eerste lid, 1°.

Artikel 51.

1. In paragraaf 1 schrijve men : "controleorgaan" in plaats van "controle-organisme".

.../...

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de betekenis is van de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 38, § 2" in paragraaf 2. De tekst moet duidelijker worden gesteld.

Artikel 52.

In het derde lid dient te worden gepreciseerd dat het dossier "door de kandidaat" kan worden ingezien.

Artikel 57.

Volgens de bepaling in de eerste paragraaf, eerste lid, moet de stafchef van het krijgsmachtdeel waartoe de kandidaat behoort, voor het gedeelte van een vormingscyclus die in een burgerlijke of vreemde militaire instelling, of in een ander krijgsmachtdeel wordt gevolgd, rekening houden met het "regime" van die instelling, onder meer wat het verlenen van vrijstelling of uitstel betreft; volgens het tweede lid dient de mate waarin kan worden afgeweken van de in artikel 56 vermelde regels, "in een reglement goedgekeurd door de minister" nader te worden toegelicht. Daaruit volgt dat de minister regels kan toestaan die van de door de Koning in het onderhavige besluit vastgestelde regels aanzienlijk afwijken.

Zulk een delegatie lijkt buitensporig.

.../...

De afwijkingen zouden in het koninklijk besluit zelf moeten worden bepaald of in een ander koninklijk besluit, waarnaar in de ontworpen tekst zou worden verwezen (1).

2. In paragraaf 2 verwijst de ontworpen bepaling naar "de voorschriften die gelden voor het secundair onderwijs", wat het uitreiken van diploma's, getuigschriften en attesten betreft. Daar het een onderwijsvorm betreft die niet voor iedereen bestemd is en waarvoor de Gemeenschappen niet bevoegd zijn, stelt de ontworpen bepaling regels door te verwijzen naar de bepalingen van de Gemeenschap die van toepassing zijn op het secundair onderwijs dat voor iedereen openstaat.

De Raad van State heeft, binnen de korte tijd die hem is toegemeten, niet kunnen nagaan of een zodanig systeem door de federale overheid kan worden ingevoerd zonder daarbij, althans wat het uitreiken van diploma's, getuigschriften en attesten betreft, in de bevoegdheidssfeer van de Gemeenschappen te treden, en zo ja, of de federale overheid dat door middel van een eenvoudig koninklijk besluit in plaats van door middel van een wet kan doen.

(1) Ieder geval zal uiteraard individueel worden beoordeeld, maar met toepassing van de algemene regels van het reglement.

Artikel 60.

1. Het zou de voorkeur verdienen in de paragrafen 2 tot 6 in de inleidende zinnen de term "eveneens" door de term "bovendien" te vervangen.

2. In paragraaf 3, 1°, laten de woorden "... de uitslagen bepaald op de wijze vastgesteld door de minister ..." aan duidelijkheid te wensen over en zouden nader moeten worden toegelicht.

Artikel 62.

1. Paragraaf 2 bepaalt dat tegen de beoordelingen geen beroep mogelijk is, behalve voor de beoordelingen "tijdens een periode van opleiding of van schoolvorming bedoeld in artikel 60, §§ 2 tot 6". De tekst zou beter te begrijpen zijn als men zou schrijven :

"§ 2. Iedere beoordeling die wordt uitgesproken over een kandidaat tijdens een periode van opleiding of van schoolvorming bedoeld in artikel 60, §§ 2 tot 6, waarbij de kandidaat niet de helft van de punten behaalt of een uitsluitingscijfer behaalt, wordt aan de bevoegde deliberatiecommissie voorgelegd".

Artikel 64, § 2, eerste lid, zou volgens hetzelfde model moeten worden opgesteld. Dat geldt tevens voor artikel 8, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van

.../...

13 november 1991 tot bepaling van de regels die gelden bij de beoordeling van de karakteriële hoedanigheden van een kandidaat-militair van het actief kader of van een dienstplichtige, kandidaat-reserveofficier of kandidaat-reserve-onderofficier, waarvan artikel 116 van het ontworpen besluit de wijziging beoogt.

2. In dezelfde paragraaf 3, 2°, is het beter te schrijven :

"2° een herexamen mag afleggen, een afstudeerverslag opnieuw mag indienen en wederom verdedigen, respectievelijk opnieuw mag indienen of wederom verdedigen;".

Artikel 63.

Paragraaf 2 bepaalt dat de eindbeoordeling gemotiveerd wordt. Aangezien het een beslissing betreft die ten opzichte van een kandidaat wordt genomen, en die een weerslag zal hebben op het al of niet slagen van die kandidaat, spreekt het voor zich dat die beoordeling dient te worden gemotiveerd, zoals bepaald in de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

De woorden "De beoordeling wordt gemotiveerd" dienen dus te vervallen.

Daarenboven dient te worden geschreven :

.../...

"§ 2. De eindbeoordeling wordt uitgedrukt ...".

Artikel 65.

1. In paragraaf 2, 2°, in fine, is het beter te schrijven :

"2° ... waarvan de ene behoort tot het centrale controle-orgaan bedoeld in artikel 51, § 1, en aangewezen wordt door de commandant van dat orgaan, en de andere tot de staf van het krijgsmachtdeel van de kandidaat en aangewezen wordt ...".

2. In paragraaf 4 dienen de woorden ", elk hierna "de commissie" genoemd", te vervallen. Verder in het ontwerp dienen, naargelang van het geval, de termen "deliberatiecommissie" of "evaluatiecommissie" te worden herhaald.

In dezelfde paragraaf dient ongetwijfeld "bij volstrekte meerderheid van stemmen" te worden gelezen.

Artikel 66.

Er is niet voorzien in de gevallen van tijdelijke fysieke ongeschiktheid, bedoeld in artikel 65, § 1, vijfde lid en § 2, derde lid.

.../...

Bijgevolg schrijve men, met instemming van de gemachtigde officieren, in het eerste lid : "... aan de voorwaarden van artikel 54, § 1, 1º of 3º, of § 2, 1º of 3º, of in de gevallen bepaald in artikel 65, § 1, vijfde lid, of § 2, derde lid, wendt hij zich tot de commissie die beslist over het lot van de kandidaat".

*

Afdeling II en onderafdeling III zouden moeten worden samengevoegd en een onderafdeling II vormen, met als opschrift : "De procedure om gehoord te worden".

*

Artikel 67.

1. Paragraaf 1 is moeilijk te begrijpen. Wellicht moet de slecht gestelde tekst als volgt worden geïnterpreteerd : de kandidaat wordt gehoord wanneer de voorzitter het nodig acht dat hij wordt gehoord of wanneer de belanghebbende daartoe een schriftelijk en gemotiveerd verzoek indient, behalve wanneer de commissie alleen over zijn beroepskwaliteiten moet beslissen.

Het ontgaat de Raad van State waarom niet wordt bepaald dat de kandidaat wordt gehoord wanneer de commissie alleen over de beroepskwaliteiten van de belanghebbende een

.../...

uitspraak doet, terwijl hij in de overige gevallen wel moet worden gehoord wanneer hij daartoe een schriftelijk en geciteerd verzoek indient.

Bovendien tast de tweede zin van voormelde paragraaf 1, eerste lid, die aan het begin van artikel 68 zou moeten voorkomen, het recht van de belanghebbende aan om zich te laten bijstaan, vermits die zin hem alleen de mogelijkheid biedt zich te laten bijstaan "door de militair in werkelijke dienst van zijn keuze". De bepaling lijkt aldus het recht uit te sluiten dat men zich laat bijstaan door een advocaat, wat onaanvaardbaar is.

2. Het tweede lid van dezelfde paragraaf 1 zou aan duidelijkheid winnen, mocht men schrijven :

"Hij richt zijn aanvraag om te worden gehoord aan de voorzitter, uiterlijk binnen twee werkdagen nadat hem de dag van de zitting ter kennis is gebracht".

3. Wat paragraaf 2 betreft, vraagt de Raad van State zich af of de termijn van vijf werkdagen, of zelfs van twee werkdagen, die wordt gesteld om de belanghebbende of zijn advocaat in staat te stellen het dossier in te zien, een redelijke termijn is.

4. Overigens bepaalt dezelfde paragraaf dat de zitting niet kan worden uitgesteld. Zulk een formulering is

.../...

te radicaal; er dient te worden voorzien in het geval dat de belanghebbende om geldige redenen onder meer, in verband met zijn gezondheid of de dienst, niet op de zitting aanwezig kan zijn.

Artikel 68.

In het laatste lid moet worden geschreven : "... en ondertekend door de kandidaat en, in voorkomend geval, door de gehoorde personen ...".

Artikel 69.

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt omtrent artikel 67, § 1, eerste lid.

Artikel 70.

Wat 5° betreft wordt voorgesteld te schrijven :

"5° voorgoed afgewezen is omdat de karaktereigenschappen, beroepskwaliteiten of fysieke eigenschappen onvoldoende voorhanden zijn".

Artikel 71.

In de tweede zin schrijve men :

.../...

"Nadat is nagegaan welke maatregelen bepaald in hoofdstuk V mogelijk zijn, wordt ... overgezonden aan de bevoegde overheid van de staf, door toedoen van de commandant van het centrale controleorgaan bedoeld in artikel 51, § 1, indien het ... betreft".

Artikel 73.

In het derde lid moet worden geschreven :

"legt tegelijk met een herexamen ... landstaal, voorgeschreven ... het gebruik der talen bij het leger, het eindexamen van de applicatieschool opnieuw af".

Artikel 83.

In paragraaf 1 lijkt de onderzochte bepaling een overlapping van artikel 65, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, waarvan artikel 110 van het ontworpen besluit de wijziging beoogt.

Mocht dat niet het geval zijn, zou de bepaling duidelijkheidshalve beter herschreven worden.

Artikel 84.

1. Aan het slot van paragraaf 1, eerste lid, 2°, schrijven men :

.../...

"2° ... op voorwaarde dat hij, als hij kandidaat-beroepsofficier is, al in de graad van onderluitenant is aangesteld of, als hij kandidaat-beroepsonderofficier is, aan de leerplicht heeft voldaan :".

2. De Raad van State vraagt zich af of het tweede lid van dezelfde paragraaf 1 geen nodeloze herhaling vormt van artikel 65, § 2, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 14 november 1968, zoals artikel 110 van het ontworpen besluit het laatstgenoemde artikel beoogt te wijzigen.

Als zulks niet het geval is, zou de bepaling duidelijkheidshalve beter herschreven worden.

Artikel 86.

In 5° verleent de ontworpen bepaling aan de chef van de generale staf de buitensporige bevoegdheid om de reïntegratie te weigeren, ook al gaat het om "uitzonderlijke gevallen". Deze uitzonderlijke gevallen zouden, volgens de ontworpen tekst, immers door het hoofd van de generale staf zelf worden bepaald. Bovendien wordt er geen enkele beperking gesteld op de uitoefening van zulk een bevoegdheid, terwijl de belanghebbende zou voldoen aan alle overige opgesomde objectieve voorwaarden.

.../...

Artikel 90.

In het eerste lid, 1º, behoren de woorden "in een bijzonder besluit" te vervallen.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 100, § 1, tweede lid, 1º.

Artikel 94.

De ontworpen bepaling spreekt van diploma's die zijn behaald na een "academische cyclus". Die uitdrukking zou door een andere, meer passende, uitdrukking moeten worden vervangen, gelet op wat bepaald is in artikel 2, 3º, dat een definitie geeft van de bijzondere werving en doelt op de houders van "bepaalde diploma's van universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van het lange type of van een gelijkwaardig niveau".

Artikel 100.

In paragraaf 4, tweede lid, zijn de woorden "wordt afgeleid uit de referentiepromotie" ongeschikt.

Artikel 101.

1. De vraag rijst of de rangschikking, zoals zij is opgesteld door paragraaf 1, tweede lid, correct is.

.../...

2. Paragraaf 2, eerste lid, en paragraaf 3, eerste lid, zijn bijzonder slecht gesteld. Zij behoren te worden herschreven.

Artikel 105.

Wat de tekst van het ontworpen artikel 12 betreft wordt voorgesteld in 1^o te bepalen dat de kandidaat "krachtens de onderwijswetgeving geschikt (moet) zijn om een opleiding in het hoger onderwijs te volgen".

Artikel 107.

Het artikel houdt een gedeeltelijke wijziging in van artikel 61 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School. Het houdt er echter geen rekening mee dat niet alleen de helft moet worden behaald voor alle examendeelten samen, maar ook voor de onderdelen karakter en fysieke conditie afzonderlijk.

Het artikel dient dan ook te worden herzien.

Artikel 109.

1. Het artikel wijzigt artikel 64 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School.

.../...

Het begin van de opleiding aan deze school is echter niet academisch, maar vormt een louter militaire initiatiefase.

De tekst behoort dan ook te worden herzien door de samenstelling van de commissie aan te passen, aangezien de docenten van alle cursussen niet kunnen oordelen over de militaire kwaliteiten van de kandidaat.

2. In paragraaf 2 van het ontworpen artikel 64 vervange men de streepjes door 1°, 2°, 3°, enz.

Artikel 129.

Met instemming van de gemachtigde officieren, wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 9. Behoudens toepassing van artikel 25, eerste lid, 4° en 6° van de wet van 21 december 1990 ...".

Artikel 135.

Het is beter te schrijven :

"Art. 135. De minister kan tijdens het jaar waarin artikel 21 in werking treedt een uitzonderlijke werving ...".

.../...

Artikel 137.

Om de rechtszekerheid te waarborgen, behoort de steller van het ontwerp nauwkeurig te bepalen welke bepalingen onverenigbaar zijn met de specifieke bepalingen van afdeling II van hoofdstuk III van titel IV die van toepassing zijn op de bijzondere werving van kandidaat-aanvullingsvrijwilligers.

Artikel 142.

1. In het eerste lid behoort te worden bepaald wanneer de benoemingen en de aanstellingen geschieden en vanaf wanneer zij ingaan.

Tevens behoort een regeling te worden gevonden voor de procedures die begonnen zijn voor de datum van inwerkingtreding van het besluit. Moeten die procedures worden voortgezet op basis van de oude regeling of moeten zij worden overgedaan ?

2. Voor de beroepsonderofficieren die zich in een school voor de opleiding van onderofficieren bevinden, rijst de vraag of de overgangsbepaling correct is. Artikel 60 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader lijkt immers te volstaan. Daarom ziet men niet in waartoe de minister, zoals door het tweede lid wordt voorgeschreven, nadere overgangsmaatregelen zou moeten nemen.

.../...

Artikel 143.

Er wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 143. De datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt door Ons vastgesteld".

Slotopmerkingen.

1. De redactie van het ontworpen besluit zou moeten worden verbeterd.

Vooraf de Nederlandse tekst van het ontwerp is slecht gesteld doordat hij talrijke gallicismen en onnederlandse wendingen bevat, als daar zijn : "proeven" in plaats van "examens, tests", "definitief mislukt" in plaats van "voorgoed afgewezen", "in functie van", in plaats van "op basis van", "de kandidaat volgt het lot van" in plaats van "de kandidaat wordt op dezelfde wijze behandeld als", enz.

2. De uitdrukkingen "onverminderd ..." en "onder voorbehoud van ..." leiden tot verwarring en moeten dus vervallen of worden vervangen door passendere uitdrukkingen.

3. Men vervange in de gehele tekst de uitdrukkingen "zoals bepaald" door "bepaald" en "kwotering" door "waardering". In de Franse tekst vervange men telkens de

.../...

uitdrukkingen "les chiffres d'exclusion" door "les notes d'exclusion" en "sur base" door "sur la base".

4. De tekst maakt een te ruim gebruik van de uitdrukking "van rechtswege"; de uitdrukking mag alleen worden gebruikt voor gevallen waarin rechtsgevolgen ontstaan zonder dat het bestuur daartoe een voorafgaande beslissing hoeft te hebben genomen.

5. Een volzin behoort te worden onderverdeeld in 1º, 2º, 3º, enz., die zelf eventueel kunnen worden opgedeeld in a), b), c), enz.

6. De termijnen moeten voluit in letters worden geschreven.

7. Het is gebruikelijk een opsomming te onderbreken door de invoeging van tussenzinnen of tussenleden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.